Les subsides

milieux d'affaires ont-ils repris confiance, mais la confiance des investisseurs n'a jamais été aussi grande. Cette influence globale est très importante et ne touche pas seulement le secteur énergétique mais bien la prospérité économique de l'ensemble du Canada.

M. Riis: Monsieur le Président, dans son discours, le vice-premier ministre (M. Mazankowski) s'est montré véritablement soucieux de résoudre le problème du chômage qui sévit dans l'Ouest, et de faire l'impossible pour favoriser le développement économique de cette région. Il a fait état, entre autres, du projet que les libéraux ont vraisemblablement entretenu pendant toute la durée de leur mandat, c'est-à-dire 20 ans; celui-ci consistait à vendre à Hydro Ontario et aux sidérurgies du centre du Canada le charbon à faible teneur en soufre de l'Ouest. Le gouvernement entend-il prendre des mesures à cet effet et va-t-il en discuter avec le gouvernement de l'Ontario, soit, implicitement, avec Hydro Ontario, de même qu'avec les sidérurgistes de cette province?

M. Mazankowski: Monsieur le Président, je suis heureux que vous posiez cette question. En effet, nous nous sommes entretenus avec les représentants de Hydro Ontario. J'avais prévu une réunion avec des hauts fonctionnaires, la semaine dernière, mais une tempête les a empêchés d'y assister. Celle-ci a été remise au 17 décembre.

Le premier ministre, M. Peterson, a accepté d'en discuter dès que nous aurons trouvé une date qui nous convienne. Je n'ai pas abordé la question avec le secteur sidérurgique. Hydro Ontario nous semble du moins disposée à l'examiner, ce à quoi nous nous employons.

J'éprouve moi-même de l'intérêt pour ce projet dont nous espérons couvrir tous les aspects et non pas seulement celui du transport de surface. Nul doute que le collègue du député, le représentant de Thunder Bay—Atikokan (M. Angus) s'y intéresse beaucoup également, car il y voit sûrement le moyen d'accroître le trafic maritime dans les Grands Lacs. Ce serait une retombée avantageuse pour le Canada tout entier.

Il y aura certainement des obstacles à surmonter, mais voilà, à mon avis, un projet qui mérite de toutes parts soutien et collaboration. Je remercie le député de l'intérêt qu'il y porte.

M. Brisco: Monsieur le Président, le vice-premier ministre (M. Mazankowski) voudra peut-être commenter la partie de la motion qui demande au gouvernement de rencontrer immédiatement les représentants des gouvernements provinciaux, des agriculteurs, du patronat et des syndicats. A la fin du mois dernier encore, la conférence des premiers ministres a permis aux ministres de l'Ouest de faire part de leurs préoccupations au gouvernement fédéral. Il ne faut pas oublier non plus que le premier ministre a décrété que ces conférences des premiers ministres auraient lieu annuellement, et je ne vois pas pourquoi nous devrions reprendre cet exercice par le début, sauf peut-être pour rappeler à la population qu'il est passé inaperçu chez les libéraux.

En outre, le premier ministre a pris la parole devant un auditoire composé des trois principaux groupes agricoles du Canada. Il leur a tenu des propos positifs qui ont été accueillis

comme tels par les milieux agricoles, la seule note discordante venant de ceux de la Colombie-Britannique.

Le vice-premier ministre pourrait-il commenter l'avant-propos d'un livre intitulé *The Sorcerer's Apprentices* écrit par Peter Foster. En voici un passage:

Lorsque les libéraux ont renversé le gouvernement éphémère de Joe Clark, en 1980, ils ont promis une baisse des prix pétroliers pratiqués sous le régime conservateur, la canadienisation de l'industrie pétrolière et la sécurité énergétique par le biais de l'autosuffisance pétrolière. Deux ans et demi plus tard, les prix pétroliers sont plus élevés que jamais, secteur pétrolier du Canada est financièrement mal en point, et l'offre pétrolière est plus incertaine qu'elle ne l'a jamais été depuis la première crise déclenchée par l'OPEP en 1973-1974.

Il ajoute que les libéraux, à cause de leurs mégaprojets, mettaient tellement les relations canado-américaines à rude épreuve que jamais elles n'avaient été aussi mauvaises de mémoire d'homme. Il poursuit plus loin en ces termes:

Pourquoi le public a-t-il appuyé d'une façon aussi écrasante une politique aussi désastreuse? ... parce qu'il ne l'a pas comprise ... et parce qu'il a été induit en erreur sur sa vraie nature; ensuite parce qu'il a appuyé le principe sans pouvoir imaginer les répercussions qu'aurait la canadienisation de l'industrie pétrolière proposée par le Programme énergétique national ...

Le vice-premier ministre aurait-il l'obligeance de commenter?

M. Mazankowski: Monsieur le Président, j'apprécie les questions posées par le député. La première portait sur le fond de la motion et sur la réunion recommandée. Tous les députés et tous les Canadiens savent que le gouvernement a pour principe et pour habitude de consulter les gouvernements provinciaux et l'industrie, et de travailler avec eux. Je ne crois pas qu'il existe d'autres domaines qui le prouvent mieux que l'agriculture et l'énergie, dont nous discutons pour le moment.

Quand le premier ministre a annoncé que les mesures d'aide d'une valeur d'un milliard de dollars seraient mises au point avec la collaboration des provinces et des producteurs canadiens, il le pensait vraiment. On a réussi. Le ministre de l'Agriculture (M. Wise) et le ministre d'État responsable de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) ont rencontré plusieurs fois leurs homologues provinciaux ainsi que les agriculteurs. C'est la raison pour laquelle les producteurs ont si largement accepté le programme annoncé hier. C'est l'avis des producteurs et non celui de Radio-Canada qui m'intéresse. La plupart ont approuvé le programme parce qu'ils ont participé à son élaboration. C'est très important, à mon avis.

Les députés d'en face, surtout les libéraux, ont reproché au gouvernement d'avoir fait trop de consultations. Nous reconnaissons que cela peut prendre un peu plus de temps mais au moins on arrive aux bonnes solutions. Quand nous nous sommes attaqués aux problèmes de l'énergie en Alberta, nous ne l'avons pas fait d'une façon unilatérale. Nous n'avons pas imposé unilatéralement un Programme énergétique national, nous avons négocié l'Accord de l'Ouest avec les provinces de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan et avec les entreprises du secteur concerné.

M. Orlikow: Qu'est-ce qui arrive maintenant?

M. Mazankowski: Le député demande ce qui arrive maintenant. S'il avait été à la Chambre, il le saurait, parce que je l'ai exposé en détail.